Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

270 | Avril-Juin 2015

Stratégies territoriales d'adaptation aux contraintes
démographiques et environnementales : le Niger

Au cœur de la marginalisation des femmes en milieu rural nigérien : l'accès à l'eau agricole

*Rural women marginalization in Niger Republic ; women access to agricultural
water use*

Mahaman Tidjani Alou, Illiassou Mossi Maïga et Aminatou
Daouda Hainikoye

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/7410>

DOI : 10.4000/com.7410

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2015

Pagination : 163-188

ISBN : 978-2-86781-977-3

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Mahaman Tidjani Alou, Illiassou Mossi Maïga et Aminatou Daouda Hainikoye, « Au cœur de la marginalisation des femmes en milieu rural nigérien : l'accès à l'eau agricole », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 270 | Avril-Juin 2015, mis en ligne le 01 avril 2018, consulté le 02 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/com/7410> ; DOI : 10.4000/com.7410

Au cœur de la marginalisation des femmes en milieu rural nigérien : l'accès à l'eau agricole

Mahaman Tidjani Alou¹, Illiassou Mossi Maïga² et
Aminatou Daouda Hainikoye³

La question des droits économiques des femmes s'inscrit dans le cadre plus large des droits de la personne humaine. Aujourd'hui, un dispositif juridique solide la consacre à l'échelle internationale. Et la plupart des États l'ont inséré dans leur droit positif. Le Niger s'est inscrit dans ce mouvement. Il a ratifié les principaux outils existant en la matière. Les plus importants d'entre eux sont intégrés dans sa Constitution comme pour leur donner un caractère fondamental. Il s'agit principalement de la déclaration universelle des droits de l'homme et de la charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

Notre entrée pour appréhender la capacité des femmes à assumer l'ensemble de leurs droits économiques est de scruter les conditions de leur accès à l'eau à usage agricole. Sans épuiser la question de *l'empowerment* économique des femmes, cette entrée éclaire certaines des dimensions de l'inégalité de genre et de la marginalisation des femmes en milieu rural, en Afrique et au Niger en particulier. En effet, l'accès à l'eau à usage agricole renvoie à plusieurs sujets connexes, concernant notamment le foncier et les questions alimentaires, problèmes cruciaux posés aussi bien à l'État qu'aux populations.

Pays sahélien, le Niger fait face à des crises alimentaires récurrentes, obligeant ses différents gouvernements, et ce depuis plusieurs décennies, à envisager régulièrement des réponses politiques et institutionnelles.

1. Université Abdou Moumouni de Niamey ; mël : tidjanialou@yahoo.fr

2. Université de Tahoua ; mël : imossim@yahoo.fr

3. Réseau africain pour le développement intégré ; mël : Aminatou_daouda@yahoo.fr

Récemment, c'est pour sécuriser les productions agricoles, dans un contexte écologique marqué par des déficits pluviométriques et un contexte économique caractérisé par la prépondérance d'une économie rurale, que les pouvoirs publics ont élaboré et mis en œuvre des stratégies de développement agricole qui font de la mobilisation et de l'utilisation de l'eau une priorité. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre le lancement de l'Initiative « 3 N »⁴ pour la sécurité alimentaire et le développement agricole durable. Celle-ci accorde une place privilégiée à la maîtrise de l'eau comme facteur déterminant de la production agricole. Une telle option prend en compte tous les acteurs pouvant concourir à sa réalisation. Bien entendu, les femmes y figurent en bonne place, même si elles restent faiblement reconnues dans la réalité.

En effet, un examen minutieux des pratiques montre qu'elles subissent une réelle marginalisation dans les processus de production agricole. Sur les grands périmètres hydro-agricoles nigériens leur accès à la terre comme à l'eau reste extrêmement limité. Les femmes sont restées à l'écart de l'exploitation des parcelles aménagées sur les périmètres qui ont fait l'objet de notre investigation.

Le droit à l'eau à usage agricole est considéré dans cette recherche comme une jauge pertinente pour évaluer l'effectivité des droits économiques des femmes, telle qu'elle tente de prendre forme au Niger. À l'évidence, dans ce pays, ces droits bénéficient d'une reconnaissance indiscutable, aussi bien dans les textes fondamentaux de la République (Constitution du 10 août 2010), qu'à travers les différentes stratégies de développement qui s'y sont développées à l'instar de la Politique nationale Genre. Mais, il faut reconnaître que leur mise en œuvre souffre de nombreuses insuffisances dès lors qu'on oriente le regard vers les femmes rurales qui évoluent le plus souvent dans des conditions éloignées des conditions permises par le droit en vigueur.

Deux périmètres irrigués rizicoles, Toula et Sébéri, tous deux situés dans la zone sahélienne du pays, ont servi de terrains de recherche à ce travail. Au moment de leur création, ils ne comptaient aucune femme. Celui de Toula, installé en 1974, se trouve dans la zone du Niger caractérisée par une pluviométrie comprise entre 300 et 400 mm/an et où les productions céréalières sont aléatoires (République du Niger, 1997). Il couvre une superficie nette de 244 ha exploités par 769 exploitants. Il est alimenté en eau à partir du fleuve Niger grâce à une station de pompage dotée de quatre pompes qui permettent de délivrer la quantité d'eau nécessaire aux exploitants. Le périmètre de Sébéri, pour sa part, a été créé en 1980. Il couvre une superficie exploitable de

4. 3 N : « les Nigériens Nourrissent les Nigériens ».

380 ha exploités par 1 100 producteurs. Le périmètre est également alimenté en eau à partir du fleuve Niger.

La collecte des données associe plusieurs méthodes complémentaires : une analyse documentaire exploratoire, une enquête par questionnaire sur les deux sites, des *focus groups* pour recueillir des données qualitatives. La démarche privilégiée a été itérative à travers l'organisation d'un atelier à chaque étape de la présentation des résultats obtenus⁵. Cependant, le point fort de cette démarche reste l'enquête par questionnaire qui a fourni les éléments ayant permis d'asseoir la démarche comparative, caractéristique de cette recherche.

La présentation des résultats s'articule en trois points distincts. Dans un premier temps, l'examen du cadre juridique permet de constater que celui-ci est favorable aux droits économiques des femmes (I). Mais dans la réalité, on voit que celles-ci sont marginalisées et jouissent peu des droits qui leur sont reconnus par le législateur (II). Cette situation est en lien avec de nombreux facteurs, qui loin d'être exclusifs, montrent les pistes qui peuvent être autant d'arguments d'explication et des jalons pour l'action (III).

I - Un cadre juridique et politique favorable aux droits économiques des femmes

Depuis l'Indépendance en 1960, les dirigeants nigériens ont affiché une réelle volonté politique de bannir toute discrimination entre la femme et

5. Le projet « L'effectivité des droits économiques des femmes : cas du droit à l'eau à usage agricole » est un projet de recherche développement qui a suivi les étapes suivantes :

- 1 - une recherche documentaire ;
- 2 - le lancement du projet à travers un atelier avec les parties prenantes ;
- 3 - la formation d'enquêteurs pour la collecte des données ;
- 4 - des enquêtes de terrain à Sébéri et à Toula ;
- 5 - la réalisation de *focus groups* ;
- 6 - la mise en place du Réseau pour le plaidoyer sur l'effectivité des droits économiques des femmes : cas de l'eau à usage agricole ;
- 7 - la restitution des résultats de la recherche documentaire ;
- 8 - un atelier de formation des membres du Réseau sur le plaidoyer ;
- 9 - un atelier de redynamisation du Réseau pour le plaidoyer sur l'effectivité des droits économiques des femmes : cas de l'eau à usage agricole ;
- 10 - la restitution des résultats de la recherche aux membres du Réseau ;
- 11 - des réunions pour l'élaboration des projets de textes du Réseau pour le plaidoyer ;
- 12 - la formation de femmes leaders des organisations féminines et d'activistes des organisations de promotion des droits économiques en plaidoyer ;
- 13 - le plaidoyer organisé par le Réseau pour l'effectivité des droits économiques des femmes (REDEF) à l'occasion de la Journée nationale des femmes au Niger dans le cadre des activités du projet « Effectivité des droits économiques des femmes : cas du droit à l'eau à usage agricole » ;
- 14 - la mise en place du Réseau pour le plaidoyer sur l'effectivité des droits économiques des femmes : cas de l'eau à usage agricole.

l'homme. Cette volonté se manifeste non seulement à travers les différentes Constitutions que le pays s'est données au cours de ces cinquante dernières années, mais aussi dans les documents des politiques qui ont été élaborées et mises en œuvre au cours de la même période. En outre, le Niger a souscrit aussi à de nombreux engagements internationaux en faveur de l'égalité entre les genres.

1 - Une réelle volonté politique en faveur des droits de la femme

La République du Niger assure à tous l'égalité devant la Loi sans distinction d'origine, de race, de sexe, ou de religion.

C'est en ces termes que la Constitution de 1960 bannit toute discrimination entre les hommes et les femmes. Cette volonté politique s'est traduite dès 1962 par la création de l'Union des femmes du Niger (UFN). Mais celle-ci n'a eu qu'un rôle limité à la promotion des activités purement féminines. S'en suivront ensuite la ratification par le Niger en décembre 1964 de la Convention sur les droits de la femme adoptée le 20 décembre 1954 par les Nations unies et la ratification, en 1965, de la Convention internationale sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages, adoptée par les Nations unies en décembre 1962. Ainsi, on peut donc considérer que dès cette période, les autorités nigériennes ont reconnu la place importante de la femme dans la production agricole, en exigeant sa participation active dans l'Animation rurale (République du Niger, 1962).

Après le coup d'État militaire intervenu en 1974, les nouvelles autorités ont réaffirmé le rôle de la femme dans la vie de la nation. En effet, dès 1975, la création de l'Association des femmes du Niger (AFN) a contribué à la promotion de l'intégration de la femme nigérienne dans les actions de développement. Cette association favorisa la création de la Direction de la promotion de la femme en 1981, du secrétariat d'État aux affaires sociales en 1987, chargé de la condition de féminine auprès du ministère de la Santé publique, du ministère du Développement social, de la Population, de la Promotion de la femme en 1993. Ce ministère connut plusieurs appellations mais eut toujours pour objectifs la promotion de la femme et la protection de l'enfant (Alhassoumi, 2012).

Au cours des années 1990 se tiendront une série de séminaires (novembre 1990 et mars 1991) dont les réflexions vont aboutir à l'élaboration en 1996 d'une Politique nationale Genre (PNG), avec pour principes : le respect des droits de la femme en tant que citoyenne et actrice de la construction nationale, la non-discrimination à l'égard des femmes, l'égalité des sexes,

l'égalité des chances, la protection de la mère et de l'enfant et la valorisation de leurs rôle et statut au sein de la cellule familiale.

La volonté politique s'affirmera encore plus par la création, au sein de différents ministères, de plusieurs directions et points focaux pour la promotion de la femme (Alhassoumi, 2012, p. 125).

2 - La réaffirmation de l'équité à travers la souscription aux textes internationaux

Sur le plan international, le Niger a souscrit à plusieurs textes internationaux en faveur de l'égalité entre les genres. On peut citer par exemple :

la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) en 1999 et son Protocole facultatif en 2004. En souscrivant à cette convention, le Niger s'est, de fait, engagé à prendre les mesures nécessaires pour bannir toute forme de discrimination basée sur le sexe.

L'expression « discrimination à l'égard des femmes » vise toute distinction, exclusion ou restriction fondée sur le sexe qui a pour effet ou pour but de compromettre ou de détruire la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice par les femmes, quel que soit leur état matrimonial, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social, culturel et civil ou dans tout autre domaine (Article 1^{er}).

La déclaration et le plan d'actions de la Conférence internationale sur les femmes de Beijing en 1995. En participant à cette conférence et en adhérant à cette déclaration, le Niger réaffirme son plein engagement à, entre autres,

Réaliser l'égalité des droits et la dignité intrinsèque des hommes et des femmes et atteindre les autres objectifs et adhérer aux principes consacrés dans la Charte des Nations unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, en particulier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention relative aux droits de l'enfant ainsi que la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes et la Déclaration sur le droit au développement » (Annexe I, déclaration de Beijing, p. 2). Il prend également la ferme résolution de « veiller à ce que les femmes et les petites filles jouissent pleinement de tous les droits de la personne humaine et de toutes les libertés fondamentales », [...] de « prendre des mesures efficaces contre les violations de ces droits et libertés ; prendre toutes les mesures voulues pour éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des petites filles ainsi que les obstacles à l'égalité des sexes et à la promotion des femmes et du renforcement de leur pouvoir d'action », de [...] « promouvoir l'indépendance économique

des femmes, notamment par l'emploi, et éliminer le fardeau de plus en plus lourd que la pauvreté continue de faire peser sur les femmes, en s'attaquant aux causes structurelles de la pauvreté par des changements de structures économiques assurant à toutes les femmes, notamment aux rurales, l'égalité d'accès, en tant qu'agents essentiels du développement, aux ressources productives, aux possibilités de promotion et aux services publics (Annexe I, Déclaration de Beijing, p. 4).

Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) où l'égalité entre hommes et femmes et l'habilitation de ces dernières sont considérées comme des facteurs de l'éradication de la pauvreté et du développement durable.

- les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) dont l'OMD 3 sur la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes ;
- la politique Genre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ;

3 - Des politiques en faveur de la promotion de la femme

Sur le plan national, plusieurs textes ont été adoptés par le Niger. On peut citer entre autres :

- en 1996, une Politique nationale de promotion de la femme (PNPF) qui prône l'intégration de l'égalité des droits et des chances entre les hommes et les femmes dans l'ensemble des plans et programmes de développement du pays ;

- la Politique nationale Genre par le décret n° 2008-245/PRN/MPF/PE du 31 juillet 2008, destinée à corriger, dans un esprit de complémentarité, les inégalités et iniquités de genre afin d'opérationnaliser les principes de la Constitution dont le peuple nigérien s'est souverainement doté. La Politique Genre vise à instaurer une société fondée sur l'égalité et l'équité entre les genres dans tous les domaines et à tous les niveaux. Elle intègre la Politique nationale de promotion de la femme pour en faire un document harmonisé qui prend en compte le nouvel environnement sociopolitique et la stratégie de lutte contre la pauvreté. Elle servira de cadre d'orientation pour tous les intervenants en matière de promotion du genre et de promotion de la femme (République du Niger, 2008). La Politique Genre repose sur quatre axes distincts :

- la promotion équitable de la situation et de la position sociale de la femme et de l'homme au sein de la famille et dans la communauté : elle vise à favoriser les changements de mentalités des hommes et des femmes, les

attitudes et les pratiques propices à l'égalité de reconnaissance et de traitement envers les femmes et à soutenir l'accès des femmes aux services sociaux de base ;

- la promotion équitable du potentiel et de la position de la femme et de l'homme au sein de l'économie du ménage et dans l'économie de marché : elle a pour but l'accroissement de la productivité, de la capacité de production des femmes et l'amélioration de leur niveau de revenu ;

- le renforcement de l'application effective des droits des femmes et des petites filles, de la lutte contre les violences basées sur le genre et de la participation équitable des hommes et des femmes à la gestion du pouvoir : il vise à garantir l'égalité des droits à tous, hommes et femmes, garçons et filles et la pleine jouissance des droits par les femmes et les filles ;

- le renforcement des capacités d'intervention du cadre institutionnel de mise en œuvre de la PNG : il vise la mise en place d'un dispositif performant au niveau institutionnel ainsi que l'harmonisation et la synergie des interventions dans le domaine du genre.

4 - Le genre au centre des stratégies de réduction de la pauvreté et des politiques agricoles

Le genre est au centre des principaux documents de politiques nationales. On peut citer par exemple la Stratégie de développement accéléré et de réduction de la pauvreté (République du Niger, 2007) qui découle de la révision du document portant sur la Stratégie de réduction de la pauvreté (République du Niger, 2002). Dans cette nouvelle stratégie, une place importante est accordée aux aspects genre, nécessaires pour réduire les inégalités entre pauvres et non pauvres, entre hommes et femmes, entre filles et garçons, entre régions et entre milieu rural et milieu urbain. L'effectivité du genre dans toutes les interventions de la stratégie accélérée et de réduction de la pauvreté, est perçue comme une condition pour atteindre les objectifs de cette nouvelle stratégie.

On notera également la place importante accordée au genre dans les politiques de développement agricole mises en œuvre par le Niger, comme on peut le voir dans l'Initiative 3 N pour la sécurité alimentaire et le développement agricole durable « les Nigériens Nourrissent les Nigériens ». Dans ses différentes dimensions, l'Initiative insiste sur les aspects liés au genre mais aussi et spécifiquement sur les groupes vulnérables que sont les femmes, les enfants et les personnes handicapées. Ses dimensions se déclinent dans les détails à travers cinq étapes distinctes :

- *la concentration* : les actions et appuis sont concentrés aux niveaux des communes, des villages agricoles et des exploitations familiales, etc. ;

- *le ciblage* : les actions et appuis sont ciblés sur l'amélioration significative des niveaux de productivité des systèmes de productions (agricoles, animales, apicoles, piscicoles, sylvicoles) et plus particulièrement en ce qui concerne les principales productions céréalières, alimentaires de substitution, filières à haute valeur ajoutée par l'irrigation, en veillant d'une part sur les potentialités et opportunités locales permettant d'optimiser les investissements et d'autre part sur la prise en compte des groupes spécifiques comme les ménages vulnérables, les femmes, les jeunes, les personnes en situation de handicap ;

- *la prise en compte du genre* : il s'agit de veiller à une implication effective des représentants/tes des femmes, des jeunes, des personnes en situation de handicap et des autres groupes vulnérables dans les différentes instances de gouvernance et de concertation, mais également à leur accès aux ressources mobilisées et affectées à la mise en œuvre des interventions de l'Initiative.

- *la durabilité de la base productive* : il s'agit d'asseoir les conditions nécessaires au maintien de la qualité de la base productive à travers la promotion des pratiques durables d'utilisation des ressources naturelles et l'adaptation aux changements climatiques ;

Cependant, paradoxalement malgré l'affirmation constante et appliquée de la promotion de la femme à travers tous ces textes et la forte volonté politique manifestée depuis l'Indépendance du Niger, le droit des femmes dans certaines activités, comme la mise en valeur des aménagements hydro-agricoles, n'est pas encore effectif.

II - La marginalisation des femmes dans les périmètres irrigués

La marginalisation se manifeste à plusieurs niveaux, dans l'accès aux parcelles aménagées, à l'eau d'irrigation, dans la production et dans les bénéfices générés par les exploitations.

1 - Marginalisation dans l'accès aux parcelles aménagées

Un rapport de l'Office national des aménagements hydro-agricoles (ONAHA) se rapportant à 33 aménagements hydro-agricoles permet de faire le point, en termes de genre, sur l'occupation des parcelles dans différents

sites aménagés. On en déduit que la mise en valeur des aménagements est exclusivement réservée aux hommes. Même si la situation semble avoir évolué dans le temps, le nombre de femmes exploitantes est encore insignifiant. Sur les périmètres irrigués de la région de Niamey, le pourcentage de femmes présentes n'est que de 5 %. Seuls deux périmètres – celui de Kirkissoye (11 %) et de Ndoungal (22 %) – dans cette région ont vu le nombre de femmes propriétaires de parcelles dépasser 10 %. Dans la région de Tillabéri, le constat est le même : il n'y a pas plus de 2 % de femmes exploitantes. Sur l'ensemble de ces 33 périmètres, parmi les 23 107 exploitants dénombrés, il n'y a que 615 femmes (tabl. 1) soit 3 % de l'effectif total (ONAHA, 2010).

Service régional	Aménagements hydro-agricoles	Effectif total	Hommes	Femmes	% Femmes
Niamey	Kirkissoye	112	100	12	11
	N'dounga 2	1211	1179	32	3
	Saga	1512	1491	21	1
	Karaïgorou	426	421	5	1
	Karma	603	600	3	0
	Libore	1450	1420	30	2
	Saadia Amont	371	367	4	1
	N'dounga 1	1198	936	262	22
	Doguel Kaina	NP	NP	NP	
	Sébéri	1100	997	103	9
	Koutoukale	1180	1178	2	0
	Say 1	626	602	24	4
	Namarde Goungou	777	769	8	1
	Saadia Aval	55	55	0	0
	Say 2	377	370	7	2
	Lata	638	621	17	3
	N'dounga Goungou	225	220	5	2
	Total effectif sur Niamey	11 861	11 326	535	5

Tillabéri	Kokomani	145	145	0	0
	Sona	371	368	3	1
	Lossa	338	333	5	1
	Toula	769	756	13	2
	Firgoune	270	269	1	0
	Namari Goungou	1818	1806	12	1
	Djamballa	1523	1506	17	1
	Yelwani	452	452	0	0
	Daiberi	702	698	4	1
	Kourani Baria 1	1074	1072	2	0
	Kourani Baria 2	700	697	3	0
	Diomona	983	983	0	0
	Bonfeba	934	930	4	0
	Daikaina	344	343	1	0
	Total effectif sur Tillabéri	10 423	10 358	65	1
Gaya	Tara	384	377	7	2
	Gaya Amont	439	431	8	2
	Total effectif sur Gaya	823	808	15	2
	Total général	23 107	22 492	615	3

Tableau 1 - Le genre dans des aménagements hydro-agricoles

Au cours de cette étude, la majorité des exploitant(e)s et des acteurs institutionnels, interrogés prétendent qu'il n'y a pas de problème pour acquérir une parcelle aménagée. Cependant, les femmes éprouvent de grandes difficultés pour accéder à la terre. Ce constat est confirmé sur le terrain, à Toula et à Sébéri car les enquêtes n'ont pu mobiliser en majorité que des hommes. Les femmes, annoncées présentes par les responsables des coopératives, sont quasi absentes. C'est la raison qui explique que notre échantillon d'enquêtes est en majorité constitué d'homme : 93,8 % d'hommes contre 6,2 % de femmes à Sébéri et de 96,9 % d'hommes contre 3,1 % de femmes (tabl. 2). Les parcelles leur appartiennent comme elles l'ont toutes affirmé. Cependant, elles se doivent d'honorer les engagements liés à l'exploitation notamment le paiement des redevances à la fin de chaque campagne culturale.

Sites	Masculin		Féminin	
	Effectif		Effectif	
Sébéri	210	93,8	14	6,3
Toula	221	96,9	7	3,1
TOTAL	431	95,4	21	4,6

Tableau 2 - Répartition des exploitant(e)s individuel(le)s enquêté(e)s selon le site et le sexe

2 - Marginalisation dans l'accès à l'eau d'irrigation

La maîtrise totale de l'eau est l'option adoptée dans les périmètres irrigués encadrés par l'Office national des aménagements hydro-agricoles au Niger. Cette option, quelle que soit par ailleurs la position de la parcelle au sein d'un périmètre, devrait mettre à l'abri des pénuries d'eau. Cependant, elle n'est effective que si les conditions techniques de fonctionnement des infrastructures et des matériels d'irrigation, soutenues par une bonne organisation, sont réunies. En effet, le vieillissement du matériel de pompage et le mauvais état général des infrastructures sur ces périmètres engendrent des dysfonctionnements dans la distribution de l'eau, privant ainsi certaines parcelles des quantités d'eau nécessaires.

Encadré 1 : Focus group à Sébéri : problèmes d'accès à l'eau

Question : L'eau est-elle mal répartie ?

Réponse de l'exploitante : Oui, nous sommes mal servies. Mais ça dépend aussi de la position de la parcelle. En plus, il faut noter que les machines sont épuisées.

Question : Qui doit réparer ou s'occuper des machines ?

Réponse de l'exploitante : Les responsables de la coopérative font de leur mieux. La réparation des machines revient à la coopérative qui doit remonter jusqu'au niveau supérieur. C'est cher et pénible de faire les travaux liés à la riziculture. Il m'arrive de le faire, mais j'ai été piquée par les sangsues.

Question : As-tu été confrontée une fois à des problèmes d'eau ?

Réponse de l'exploitante : Oui. Mais ça dépend des périodes. J'embauche un homme qui arrose ma parcelle.

Question : Où se trouve ta parcelle ? Les gens de Sekoukou, quels sont les problèmes que vous rencontrez ?

Réponse de l'exploitante : À N'Dounga, c'est vraiment le problème d'eau qui nous met en retard, à cause de la distance par rapport au pompage ; ça m'arrive de faire un mois sur le site.

Question : Comment t'appelles-tu ? Combien de parcelles possèdes-tu ?

Réponse de l'exploitante : Je m'appelle Damsi Dari. J'ai une seule parcelle.

Question : Quels sont vos problèmes relatifs à l'eau ? Êtes-vous proche de la source ?

Réponse de l'exploitante : Le manque d'eau nous cause énormément de problèmes. Du labour jusqu'à la récolte, nous rencontrons beaucoup de problèmes, bien que nous soyons relativement proches de la source d'eau.

Question : Ce problème d'eau est-il d'ordre général ou spécifique aux femmes ? Est-ce que les parcelles voisines des hommes ont les mêmes problèmes ?

Réponse de l'exploitante : C'est le même problème et le même traitement. La question se pose en termes de position de la parcelle et de surveillance du tour d'eau. Les hommes veillent sur leurs parcelles tandis qu'il n'est pas facile pour la femme de passer la nuit sur le site avec un bébé. C'est d'ailleurs pourquoi j'embauche un homme pour pouvoir arroser ma parcelle au moment opportun, parce qu'en cas d'absence, personne ne fera ce travail à votre place.

Question : Pourquoi dormir sur le site pour arroser ?

Réponse de l'exploitante : C'est depuis la répartition ; la distance diffère entre la parcelle et la source d'eau. Elle varie d'un endroit à un autre.

Question : Est-ce donc une obligation de dormir sur le site ?

Réponse de l'exploitante : Tu es obligée de dormir pour la bonne exploitation de ta parcelle parce qu'en cas d'absence on te saute carrément le tour d'eau.

Question : Pourtant c'était conçu pour un arrosage équitable sur l'ensemble du site, n'est-ce pas ?

Réponse de l'exploitante : En ton absence, ton voisin, même ton voisin le plus proche, est capable de détourner ton tour d'eau et sans aucun remords. Rien à voir avec l'islam.

Réponse de l'exploitante Mariama Saley : Ce que vous venez de dire n'existe que sur ce site. Mais peut-être qu'ailleurs, les exploitants sont mieux

organisés. À Tillabéri par exemple, les voisins peuvent s'occuper de l'arrosage des uns et des autres en cas d'absence. Mais la répartition de l'eau n'est pas toujours équitable.

Question : Pourquoi ça n'existe pas ici ?

Réponse de l'exploitante : Ça dépend du dynamisme du responsable.

Question : Comment remédier à ce problème d'eau ?

Réponse de l'exploitante : Ça dépend de la compétence des responsables de la coopérative et de leur organisation. J'ai fait un tour à Tillabéri. En tout cas, là-bas, ils sont mieux organisés. C'est aux responsables de s'assumer et de maintenir l'ordre surtout en cette période de décrue où l'eau se fait plus rare ?

Sur le périmètre de Toula, ces problèmes sont moindres car le périmètre a fait l'objet de réhabilitations récentes. De plus, la gestion globale de ce périmètre est bien assurée grâce aux soutiens dont la coopérative a bénéficié de la part de certains projets de développement. Le problème de l'accès à l'eau d'irrigation est plus aigu à Sébéri car les pompes ne fournissent pas les quantités d'eau suffisantes capables d'atteindre les parcelles les plus éloignées. L'encadré n° 1 permet de cerner, à travers les propos de quelques exploitantes, les difficultés qu'elles rencontrent en matière d'arrosage.

D'après ces propos, le problème lié à l'accès à l'eau en quantité suffisante se pose à une bonne majorité des exploitants de Sébéri (50 % de notre échantillon). Cependant, il est beaucoup plus ressenti par les femmes car certaines d'entre elles sont très éloignées de la source d'eau. Les solutions adoptées pour atténuer la contrainte les marginalisent à cause des difficultés qu'elles rencontrent pour s'y adapter. Il s'agit, en effet, d'irriguer la nuit et de surveiller les tours d'eau. Or, les contextes socioculturels locaux, et les risques encourus, ne permettent pas à une femme de se rendre en pleine nuit dans un périmètre. Pour garantir une alimentation en eau adéquate pour sa culture, il faudrait qu'elle dispose de ressources financières conséquentes pour pouvoir embaucher une main-d'œuvre salariée. Sinon, le tour d'eau est perdu et, très souvent, il est « volé ». Dans les périmètres irrigués, les femmes semblent dire que la solidarité ne joue pas quand il s'agit d'arrosage.

3 - Marginalité dans la production

Les difficultés liées à l'exploitation des parcelles aménagées sont des problèmes généraux sur ces deux sites étudiés. Selon les différents acteurs, ces difficultés ne seraient pas spécifiques au genre. Cependant, 89 % des hommes

et 79 % des femmes à Sébéri et 98 % des hommes et 86 % des femmes à Toula affirment que les femmes rencontrent plus de problèmes pour mobiliser la main-d'œuvre salariée et superviser les différentes tâches qui sont effectuées sur les parcelles.

Les difficultés pour les femmes à mobiliser les moyens qu'exige l'exploitation des parcelles, au regard des tâches à remplir (labour, hersage, planage, repiquage, désherbages, arrosage, surveillance contre les oiseaux, récoltes, battage, vannage, mise en sac), peuvent être considérées comme des sources de marginalité. En dehors du vannage, elles ont surtout recours à une main-d'œuvre salariée pour l'ensemble des travaux. C'est la raison pour laquelle la majorité des exploitants (71,9 % des hommes et 81 % des femmes) reconnaissent que les activités sont différemment menées selon le sexe. Les problèmes liés à la production, notamment le coût élevé et l'insuffisance des intrants, le faible équipement à Sébéri, l'insuffisance et le coût élevé de la main-d'œuvre à Toula, la mauvaise organisation du travail à Sébéri et à Toula, sont différemment résolus selon le genre et se répercutent sur les niveaux de production, les coûts de production et donc les bénéfices.

4 - Marginalisation dans les bénéfices générés par les exploitations

D'après les réponses données par les producteurs, l'exploitation d'une parcelle aménagée peut procurer des bénéfices plus ou moins substantiels si l'ensemble des conditions garantissant de bons rendements sont réunies. Mais, à ce niveau il y a des différences entre les hommes et les femmes dans la prise en charge des activités et des contraintes spécifiques. Les hommes ont la possibilité de mener les différentes activités, ce qui leur permet de réduire considérablement les coûts de production. Au contraire, les femmes sont obligées de recourir à la main-d'œuvre salariée pour l'ensemble des travaux. De plus, elles n'ont pas la possibilité de superviser la qualité du travail car elles ne peuvent pas descendre dans les parcelles. Dans l'accès équitable à l'eau d'irrigation, il a été noté les difficultés qu'elles rencontrent à Sébéri quand l'irrigation est faite la nuit. Il y a également des problèmes dans l'acquisition des intrants agricoles lorsqu'ils ne sont pas fournis par les coopératives comme c'est le cas à Sébéri. Ces multiples contraintes que les femmes rencontrent dans l'exploitation de leurs parcelles rendent marginaux les bénéfices qu'elles en tirent. En effet, pour une production égale, ceux des femmes sont plus faibles car les charges sont plus élevées à cause de l'utilisation quasi systématique d'une main-d'œuvre salariée.

III - Les facteurs explicatifs de la marginalisation des femmes

Plusieurs facteurs permettent d'expliquer la faible représentation des femmes dans les aménagements hydro-agricoles ou le peu d'intérêt qu'elles accordent à la parcelle aménagée. Parmi ces facteurs, on peut citer les textes qui régissent l'accès et la mise en valeur des aménagements hydro-agricoles, les règles pratiques de réattribution des parcelles, les traditions locales, et la pénibilité liée à la culture du riz.

1 - Des textes légaux non explicites et en déphasage

La République du Niger dispose de plusieurs textes qui accompagnent la réalisation des aménagements hydro-agricoles. On peut noter la Loi 60-28 du 25 mai 1960, fixant les modalités de mise en valeur et de gestion des aménagements hydro-agricoles réalisés par la puissance publique (*Journal officiel de la République du Niger*, 1960), la Loi 61-37 du 24 novembre 1961, réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire (*Journal officiel spécial 1 de la République du Niger*, 1962), le décret n° 65-149 MER/cgd du 1^{er} octobre 1969 portant application de la Loi 60-28 du 25 mai 1960 fixant les modalités de mise en valeur et de gestion des aménagements agricoles réalisés par la puissance publique (*Journal officiel de la République du Niger*, 1969). Ces principaux textes définissent les modalités de mise en valeur des aménagements hydro-agricoles notamment les conditions d'accès aux terres aménagées, les modalités de mise en valeur et de gestion des aménagements. Ils définissent également les responsabilités des acteurs qui interviennent dans la mise en valeur en général.

Sur un autre plan plus global, la République du Niger a adopté le 2 mars 1993 l'Ordonnance 93-015 qui détermine « les principes d'orientation du code rural ». Cette Ordonnance définit en ses Articles 5, 8, 45 et 49, les différents modes de régulations et d'usages par rapport à la terre :

Article 5 : Les droits qui s'exercent sur les ressources naturelles bénéficient d'une égale protection, qu'ils résultent de la coutume ou du droit écrit ;

Article 8 : La propriété du sol s'acquiert par la coutume ou par les moyens du droit écrit ;

Article 45 : Toute opération de valorisation des terres par rapport à la ressource hydraulique, quelle que soit la technique employée, constitue un aménagement hydro-agricole. Cet aménagement peut être réalisé par des personnes privées ou publiques. En principe les terres aménagées sont placées sous le régime de la propriété privée ;

Article 49 : Une loi déterminera les modalités d'accès aux terres aménagées par la puissance publique.

Concernant la ressource en eau, le régime de l'eau est déterminé par l'Ordonnance 2010-09 du 1^{er} avril 2010 portant code de l'eau au Niger,

qui détermine les modalités de gestion des ressources en eau sur toute l'étendue du territoire de la République du Niger.

En outre, cette ordonnance

précise les conditions relatives à l'organisation de l'approvisionnement en eau des populations et du cheptel, d'une part, et celles relatives aux aménagements hydro-agricoles, d'autre part⁶.

Si la loi 60-28 du 25 mai 1960 et le décret n° 65-149 MER/CGD du 19 octobre 1969 d'application de cette loi précisent les modalités d'accès aux parcelles aménagées, ces deux textes, ne font pas cas expressément du droit des femmes à l'accès aux parcelles aménagées. Le décret n° 65-149 MER/CGD du 19 octobre 1969 stipule seulement que l'accès à la parcelle aménagée se fait par demande auprès de l'organisme de gestion avec priorité accordée aux propriétaires des droits coutumiers. Les commissions de mise en valeur des terres, établies par décret préfectoral et présidées par le sous-préfet ou le maire, qui sont chargées de la distribution des parcelles, mettent en avant les capacités de travail des agriculteurs, en fonction du nombre d'actifs agricoles, pour décider de la superficie totale à attribuer à une famille. Parmi les critères d'attribution il y a également celui d'être agriculteur, parce que l'aménagement est destiné au paysannat et l'exploitation doit être assurée surtout par une main-d'œuvre familiale. Parmi les différents critères, le plus discriminant, et qu'aucun texte n'évoque, est sans doute celui qui privilégie les chefs de ménage. La famille est supposée être à la charge d'un chef de ménage, et donc d'un homme, ce critère marginalise donc les femmes dans l'attribution des parcelles aménagées.

Ainsi, malgré l'adhésion de la République du Niger, en 1999, à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), l'accès aux parcelles aménagées par les femmes reste encore très limité. Au-delà des périmètres aménagés, on constate que la femme ne contrôle pas les ressources liées à l'agriculture bien qu'elle joue un rôle important dans l'activité agricole (République du Niger, 2008). En effet, le principal mode d'accès à la terre étant l'héritage, les hommes s'appuient sur les dispositions coutumières pour les déshériter nonobstant les textes juridiques existants et même les prescriptions de l'islam qui reconnaissent à la femme son droit à l'héritage.

6. Ordonnance 2010-09 du 1^{er} avril 2010 portant code de l'eau au Niger.

2 - Les règles non formelles de réattribution des parcelles

Les réattributions des parcelles interviennent lorsque les parcelles sont retirées aux exploitants qui ne payent pas les redevances. La procédure formelle consiste à adresser une demande auprès de la structure de gestion du périmètre, c'est-à-dire auprès de la coopérative. Avec le temps, les responsables des coopératives ont mis en place d'autres règles d'attribution de la parcelle aménagée. Ces règles sont nombreuses et multiformes. Elles sont informelles dans le sens où elles n'obéissent pas aux textes mais sont formalisées au niveau local. Dans certains cas, elles permettent aux coopératives de recouvrer les redevances dues, et dans d'autres cas elles permettent de prévenir les conflits après le décès des chefs de famille. Parmi ces nouveaux modes d'accès aux parcelles aménagées, on note le paiement, par le demandeur, des redevances dues, l'héritage, l'achat, l'emprunt et la location. Formellement non autorisés, l'achat et l'héritage ont cependant permis aux femmes d'acquérir des parcelles sur les périmètres de Toula et de Sébéri. Ces modes d'accès sont parfois accompagnés de conflits comme à Sébéri, où l'héritage de parcelles pose problème pendant le partage. Il y a aussi des conflits de cession de parcelle, le non-paiement des frais de location, le refus de donner des parcelles aux femmes, l'iniquité pendant la distribution des parcelles. À Toula, parmi les problèmes relevés par les différents acteurs, figure, en premier lieu, l'iniquité dans le partage des parcelles. Viennent ensuite le coût élevé des parcelles en vente et le refus de donner des parcelles aux femmes. L'encadré n° 2 suivant relate les modes d'accès des parcelles vécus par les exploitant(e)s à Sébéri.

Encadré 2 : Focus group : mode d'acquisition des parcelles à Sébéri

Question : De combien de parcelles disposez-vous ? Les avez-vous achetées ? Est-ce un gage ou en avez-vous hérité ? Quels sont les problèmes que vous rencontrez dans leur exploitation ?

Réponse de l'exploitante : J'ai une parcelle dont j'ai hérité de mon mari décédé. Je note que l'exploitation de cette parcelle est mieux adaptée à l'homme qu'à la femme. Les travaux sont difficiles du labour jusqu'à la récolte. Selon l'activité, les dépenses vont, de 7 500 à 15 000 F CFA selon les saisons. J'utilise des gens pour arroser. Il faut noter que les hommes veillent sur les parcelles la nuit, pour pouvoir arroser. Ceci est difficile pour les femmes. Les femmes font le vannage et se font payer en sac de riz (un sac). On utilise au minimum deux sacs d'engrais à 15 000 F CFA l'unité par saison, un noir et un blanc.

Question : Pouvez-vous hériter des parcelles chez vous en tant que femmes ? Est-ce que la femme a le droit d'hériter d'une parcelle ?

Réponse de l'exploitante : Je loue une parcelle. Chez certains polygames par exemple, le mari partage ses parcelles avant sa mort et ordonne de ne jamais les vendre. Le partage se fait par groupe d'enfants, jamais individuellement. Si le partage s'avère inéquitable, on vend la ou les parcelles et on partage l'argent aux héritiers.

Question : Comment l'achat se fait-il ?

Réponse de l'exploitante Mariama Salifou : Tu en veux ? Amène ton argent, je vais t'en trouver tout de suite ! En fait, une personne peut vendre sa parcelle en cas de problème.

Ami : Question : Est-ce qu'un exploitant peut directement contacter le président de la coopérative pour vendre une parcelle ?

Réponse de l'exploitante Mariama Salifou : Tu contactes d'abord le délégué de ton groupement. C'est à lui de diffuser l'information.

Exploitante : Normalement il ne se pose pas de problème si la personne a déjà engagé la procédure. Il s'adresse à un membre qui, de son côté, entame la procédure normale.

Exploitante : Non, on contacte d'abord le membre, on lance l'avis de vente après l'avoir signalé à la coopérative. C'est à elle que reviennent les procédures administratives.

Exploitant : Avant on ne vendait pas et on ne mettait pas non plus en gage les parcelles. Même si on le faisait, c'était dans la plus haute discrétion. À présent les gens ont compris que les parcelles constituent une richesse. Dans le partage des parcelles, la femme est vraiment marginalisée. Elle n'est pas du tout considérée.

Question : Au tout début de la répartition des parcelles, les femmes n'ont-elles pas été considérées pour le partage des parcelles ?

Exploitant : Non ! Sauf les veuves.

Question : Comment avez-vous acquis vos parcelles ?

Exploitante : J'ai hérité l'une de mon papa. J'ai acheté les deux autres.

Reconnus⁷ comme illégaux par les exploitant(e)s, la vente et l'héritage des parcelles sont cependant devenus des pratiques courantes sur le périmètre de Sébéri. Les propos ci-dessus reflètent la formalisation de l'informel par les responsables de la coopérative. Ils interviennent non seulement dans

7. En effet, dans le contrat d'exploitation qui lie la coopérative et l'exploitant, l'exploitant s'engage « à ne pas céder ou louer sa parcelle ni même la prêter à titre gratuit » (article 1, alinéa 1).

l'intermédiation mais aussi dans la formalisation administrative après la vente. On notera aussi la ségrégation entre groupes d'enfants pendant le partage lorsque le chef de ménage est polygame, les difficultés que les femmes rencontrent dans l'exploitation d'une parcelle irriguée et la marginalisation dont elles peuvent faire l'objet pendant le partage.

3 - Une tradition sexiste en faveur des hommes

La faible présence des femmes dans les aménagements hydro-agricoles à vocation rizicole est liée au fait que, au Niger, l'exploitation d'une parcelle rizicole par une femme n'est pas acceptable par ces sociétés. La société considère la culture du riz comme pénible et inadaptée pour une femme. Et le refus de voir une femme travailler dans une parcelle de riz est une tradition que les hommes remettent en cause difficilement. La culture de riz est considérée comme une activité exclusivement masculine telle qu'on peut le noter dans les propos contenus dans l'encadré 3.

Encadré 3 : *Focus group* La femme et l'accès à la parcelle rizicole (site de Toula)

Question : Pourquoi est-ce que les femmes ne sont pas plus présentes dans l'exploitation des parcelles aménagées ?

Réponse de l'exploitant : Les femmes sont bien riches. En plus, elles n'ont pas assez de charges, elles s'occupent plutôt des enfants. C'est vrai que les femmes remboursent bien les redevances. Elles sont plus sincères mais seulement elles ne peuvent pas être effectives sur le site parce qu'elles ne sont pas censées faire certains travaux pénibles.

Réponse de l'exploitant : Il n'y a pas de problème d'eau sur le site de Toula. Chez nous, la femme ne s'adonne jamais aux travaux champêtres ; ça fait partie de notre éducation. Nous ne laissons pas nos femmes, nos sœurs travailler dans des conditions difficiles.

Question : Est-ce parce que vous aimez vos femmes ou c'est par égoïsme ?

Réponse de l'exploitant : C'est juste par amour et respect !

Question : Revenons à l'héritage ! Est-ce que toutes les femmes y ont droit ?

Réponse de l'exploitant : Bien sûr que oui, elles y ont toutes droit.

Question : La femme a-t-elle droit à l'héritage par rapport aux partages des champs ?

Réponse de l'exploitant : Pas sur le site, mais les champs de mil, de sorgho, de maïs...

Question : Mais pourquoi pas sur le site ?

Réponse de l'exploitant : Elles ont même honte de réclamer une parcelle.

Question : Et pourquoi avoir honte alors qu'elle accepte les autres champs ? Le champ n'est-il pas plus grand que la parcelle ?

Réponse de l'exploitant : Si l'on a des sœurs de mères différentes c'est là où le problème se pose. Elles, par contre, peuvent réclamer leur part. Mais s'il n'y a aucun problème, la parcelle revient aux garçons. Les sœurs n'osent pas réclamer.

Question : Pourquoi n'osent-elles pas réclamer ? Il doit y avoir des raisons pour lesquelles elles ne réclament pas leurs parts d'héritage quand il s'agit de la parcelle aménagée.

Réponse exploitant : du Zarmaganda jusqu'à la région Sonrai, les femmes ne s'adonnent pas aux travaux champêtres. C'est tout récemment qu'on les a initiées au maraîchage et qu'on leur a confié quelques parcelles.

Question : Comment a-t-on procédé au partage des parcelles maraîchères ?

Réponse exploitant : Comme ça se doit ; le long du canal on a morcelé des terres en différentes parcelles qu'on a attribuées aux femmes.

Question : C'est seulement aux femmes qu'on en a attribué ? Ou bien les hommes en ont-ils accaparé aussi ?

Réponse exploitant : C'est seulement aux femmes que ça appartient ; aucun homme n'y a eu droit.

Question : Comment arrosent-elles ?

Réponse exploitant : Par le biais du canal aussi.

Question : Elles payent la redevance ?

Réponse exploitant : Non ! Elles ne payent pas de redevances.

Question : Sèment-elles du riz aussi ?

Réponse de l'exploitant : Non, elles ne produisent que des cultures maraîchères. Actuellement, elles sont sur leurs parcelles en train de travailler et elles s'en sortent bien.

Question : J'espère qu'elles ne sont pas dérangées.

Réponse de l'exploitant : Oh non ! Elles n'ont aucune charge vis-à-vis de cette exploitation. Vous savez, le fait de ne pas laisser les femmes travailler est juste une question d'éducation. C'est une tradition qu'on a trouvée. Nos mamans étaient prises en charge à 100 pour 100.

Question : Les temps n'ont-ils pas changé maintenant ?

Réponse de l'exploitant : Nos mamans avaient tout à leur disposition.

Question : Les femmes ne se battent-elles pas maintenant pour trouver des parcelles ? Si une orpheline, ayant droit, se présente et exprime son désir d'avoir une parcelle sera-t-elle servie ?

Réponse de l'exploitant : Bien sûr que si. Mais elle ne le fera pas. Regarde, ce monsieur a trois parcelles qu'il a héritées de leur père. Ses sœurs n'ont jamais réclamé.

Question : Ou bien a-t-il tout monopolisé ?

Question : Vous avez aussi dit qu'elle n'a pas droit surtout si elle a un mari. Pourquoi ?

Réponse de l'exploitant : Même si elles ne sont pas mariées aussi.

Question : Pourquoi les femmes ne viennent-elles pas alors ?

Réponse de l'exploitant : C'est juste une question d'incompréhension

Les propos ci-dessus reflètent l'idée que se font certains exploitants du périmètre de Toula du rôle que la femme doit jouer au sein de la famille. Elle serait destinée aux activités moins difficiles, comme le maraîchage. Les autorités administratives locales et les agents de développement semblent d'ailleurs partager le même point de vue. La seule alternative qu'ils ont trouvée pour les femmes est de leur aménager des petits lopins de terre le long des canaux d'irrigation afin qu'elles puissent produire des légumes. Elles seront même exemptées du paiement de la redevance du moment où leurs maris prennent l'eau en charge sur le périmètre. Quant à la culture de riz, les femmes ne peuvent pas la pratiquer à cause de la pénibilité des différentes tâches. De ce fait, elles sont très souvent exclues de l'héritage lorsqu'il s'agit d'une parcelle aménagée. Elles semblent d'ailleurs ne pas réclamer leurs parts lors du partage. À quoi cette parcelle servirait-elle à la femme quand elle est censée être prise en charge par les hommes ? Cependant, ce qui semble paradoxal, c'est qu'on ne lui refuse pas l'exploitation des autres champs dont la mise en valeur ne dépend que des pluies.

4 - La pénibilité de la riziculture prétexte à la marginalisation des femmes

La pénibilité des travaux liée à la riziculture est très souvent avancée comme argument pour éviter que les femmes mettent directement en valeur des parcelles de riz. Cette attitude est condamnable car les investissements publics doivent servir à tout le monde. Il faut cependant reconnaître que dans la riziculture avec maîtrise totale de l'eau, toutes les tâches sont contraignantes. La culture est très éprouvante. Les séquences ci-après montrent bien les conditions difficiles de travail dans le cadre de la production du riz sur les aménagements hydro-agricoles.

- *Le labour* : c'est une activité réservée aux hommes. Il s'agit en effet de maîtriser la technique du labour : savoir conduire les bœufs pesant plusieurs centaines de kilogrammes, manipuler la charrue et garder son équilibre dans la parcelle très souvent remplie d'eau.

- *Le repiquage des plants de riz* : il se fait dans un laps de temps très court. Il faut se courber, les pieds dans la boue. On ne finit pas sans douleurs au dos et à l'échine, sans oublier les piqûres de sangsues dont on s'accommode difficilement.

- *Les deux ou trois désherbages* : Le désherbage se fait dans l'eau boueuse. Plusieurs attitudes sont adoptées pendant l'opération : courbée, accroupie ou même assise dans l'eau. Les mauvaises herbes sont arrachées à la main. On en profite pour malaxer la boue ; il paraît que ça fait du bien aux plants de riz. Mais il faut retenir que l'eau de la parcelle contient des épines, des sangsues et autres escargots vecteurs de bilharziose. L'environnement des parcelles est aussi infesté de moustiques et parfois aussi de serpents.

- *Les apports d'engrais* : Ces opérations plus faciles ne prennent que quelques heures. Mais, on a toujours les pieds dans l'eau. Les exploitants ne portent pas de bottes car elles les gênent lors de leurs déplacements dans la parcelle boueuse.

- *La surveillance des cultures contre les oiseaux* : Ce sont les enfants qui s'en occupent. Mais là aussi, il faut pouvoir les mobiliser. À défaut, il faut le faire soi-même ; se lever très tôt pour arriver dans la parcelle avant les oiseaux et rester tard jusqu'à leur départ. On passe des journées à crier dans le vent et à jeter des pierres.

- *La récolte* : elle se fait à la faucille, courbé pendant toute la durée. Lorsque les consignes techniques sont respectées, la parcelle est asséchée.

- *Le battage, le vannage et le conditionnement* : ces opérations marquent la fin des activités dans les parcelles rizicoles. Même avec des batteuses mécaniques à pédale, le battage du riz n'est pas moins pénible. Il faut avoir de la force dans les jambes et du souffle pour tenir pendant une journée de travail.

Le respect de ces différentes séquences est très important pour optimiser les productions. Leur réalisation occupe toute l'année, nécessite l'emploi d'une main-d'œuvre suffisante et disponible et d'assez de moyens financiers pour embaucher et payer la main-d'œuvre salariée. Lorsque le propriétaire de la parcelle n'est pas en mesure de réunir ces moyens, il risque d'être contraint d'en abandonner l'exploitation au bout de quelques mois.

*

Au terme de l'étude sur l'effectivité des droits économiques des femmes au Sahel (Mauritanie, Niger et Sénégal) qui a porté sur les périmètres irrigués encadrés par l'ONAHA, on peut retenir plusieurs enseignements.

Il est clairement ressorti que les femmes sont marginalisées dans l'accès à l'eau à usage agricole dans les périmètres irrigués rizicoles. Il faut retenir que la question de l'eau a fortement à voir avec les questions foncières. Et les textes de référence qui régissent la mise en valeur et la gestion des périmètres irrigués et les critères qui ont prévalu pendant la distribution des parcelles, n'ont pas pris en compte tout l'aspect lié au genre. Ces textes datent des années 1960 quand la problématique genre n'était pas au centre des préoccupations.

On constate, il est vrai, des mutations sensibles liées notamment à l'adhésion de la République du Niger à plusieurs conventions internationales qui tentent d'éliminer les discriminations de genre dans l'accès à l'eau à usage agricole. Cette transformation du cadre juridique qui oriente les actions de l'État vers plus d'équité et d'égalité n'a cependant pas entraîné une redistribution des terres à usage agricole dans les aménagements. Les inégalités se sont parfois accentuées, comme le montre le résultat des enquêtes qui ont été réalisées à Sébéri et Toula.

On observe, de manière générale, que les traditions historiques en matière foncière marginalisent les femmes et entravent les actions qui visent à l'effectivité des droits à l'accès aux parcelles aménagées et donc à l'eau agricole par les femmes sous prétexte de la pénibilité de la riziculture.

Il est ressorti de ce travail que l'accès à l'eau d'irrigation reste fortement lié aux droits fonciers. Cette logique structurelle pose un double défi : le premier est en lien avec les critères d'attribution des parcelles qui sont discriminatoires et privilégient une vision patriarcale de la société nigérienne, où le chef de famille est toujours symbolisé par l'homme. Les femmes sont ainsi écartées

de ce statut auquel elles n'accèdent que très rarement. Le deuxième défi est lié à l'amélioration des conditions (techniques, organisationnelles et financières) nécessaires pour la mise en valeur des parcelles aménagées.

Remerciements

Nos remerciements s'adressent au Centre de recherche pour le développement international (CRDI) qui, à travers le Réseau africain pour le développement intégré (RADI), a financé l'étude sur l'« Effectivité des droits économiques des femmes au Sahel : Cas du droit à l'eau à usage agricole en Mauritanie, au Niger et au Sénégal », d'où cet article est tiré. Nos remerciements vont également au Laboratoire d'études et de recherche sur les dynamiques sociales et le développement local (Lasdel) pour avoir mis à la disposition de l'équipe de chercheurs les moyens matériels nécessaires à son exécution.

Bibliographie

Alhassoumi H., 2012 - *Innovations, dynamiques et mutations sociales : les femmes productrices de sésame de la Sirba (Ouest du Niger) et leurs initiatives collectives*. Toulouse - Niamey : Doctorat en Études rurales et Sciences du développement, Universités de Toulouse le Mirail et Abdou Moumouni de Niamey, 309 p.

Nations unies, 1979 - *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes*, New-York, Assemblée générale des Nations unies, 12 p.

—, 2002 - *Rapport du Sommet mondial pour le développement durable*, Johannesburg (Afrique du Sud) 26 août-4 septembre 2002, New-York, Nations unies, 189 p.

Niger. Office national des aménagements hydro-agricoles (ONAHA), 2010 - *Activités de suivi et évaluation de la production 2009*, Niamey : ONAHA, 63 p.

Réseau africain pour le développement intégré (RADI), Dakar, 2009 - *Projet de recherche-action : Effectivité des droits économiques des femmes au Sahel : Cas du droit à l'eau à usage agricole en Mauritanie, au Niger, et au Sénégal*. Dakar : RADI, 32 p.

République du Niger. Cabinet du Premier ministre, 2007 - *Stratégie de développement accéléré et de réduction de la pauvreté (2008-2012)*. Niamey : Cabinet du Premier ministre, 133 p.

—, 2002 - *Stratégie de réduction de la pauvreté*. Niamey : Cabinet du Premier ministre, 125 p.

—, **Haut Commissariat à l'Initiative 3 N**, 2012 - *L'Initiative « 3 N » pour la sécurité alimentaire et le développement agricole durable « les Nigériens Nourrissent les Nigériens »*. Niamey : Haut Commissariat à l'Initiative 3 N, 69 p.

—, **Ministère de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant**, 2008 - *Politique nationale Genre*. Niamey : Ministère de la Promotion de la femme et de la Protection de l'enfant, 52 p.

Documents parus dans le Journal officiel de la République du Niger, Niamey

- Loi 60-28 du 25 mai 1960 fixant les modalités de mise en valeur et de gestion des aménagements agricoles réalisés par la puissance publique. *Journal officiel de la République du Niger*, 1960, p. 370-373.

- Loi 61-37 du 24 novembre 1961 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire. *Journal officiel de la République du Niger*, spécial 1, 1^{er} janvier 1962, p. 5.

- Décret n° 65-149 MER/cgd du 1^{er} octobre 1969 portant application de la Loi 60-28 du 25 mai 1960 fixant les modalités de mise en valeur et de gestion des aménagements agricoles réalisés par la puissance publique. *Journal officiel de la République du Niger*, 1969, p. 777-781.

- Ordonnance n° 93-015 du 2 mars 1993 fixant les principes d'orientation du Code rural. *Journal officiel de la République du Niger*, 2 mars 1993.

- Ordonnance n° 96-067 du 9 novembre 1996 portant régime des coopératives rurales, *Journal officiel de la République du Niger*, 1^{er} janvier 1997, p. 4-6.

- Décret n° 96-430/PRN/MAG/EL du 9 novembre 1996 portant application de l'ordonnance n° 96-067 du 9 novembre 1996 portant régime des coopératives rurales, *Journal officiel de la République du Niger*, 1^{er} janvier 1997, p. 10-12.

- Ordonnance n° 2010-09 du 1^{er} avril 2010 « qui détermine les modalités de gestion des ressources en eau sur toute l'étendue du territoire de la République du Niger ». *Journal officiel de la République du Niger*, 1^{er} avril 2010.

Résumé

Cet article aborde les inégalités de genre dans la mise en valeur des périmètres irrigués au Niger. Les études menées dans différents sites montrent que la culture du riz est une activité masculine. Les quelques femmes présentes sont en général sans soutien, divorcées ou veuves avec très souvent plusieurs enfants à charge. Des critères, très discriminatoires, dont celui d'être chef de ménage, ont été, dès les premières attributions des parcelles, mis en avant pour les écarter de l'accès aux parcelles sur les périmètres aménagés. Par ailleurs, du fait de la pénibilité liée à la culture du riz et des

contraintes qui y sont associées, elles connaissent en plus la marginalisation dans la production et donc en définitive sont privées des bénéfices.

Mots-clés : Niger, genre, accès à l'eau, irrigation, femme rurale, marginalisation, discrimination, droit des femmes, foncier

Abstract

Rural women marginalization in Niger Republic; women access to agricultural water use

This paper addresses gender issue in the development of irrigation in Niger. Studies conducted in various sites in Niger show that access to agricultural water use in rice cultivation is a predominantly male activity. The few women present are generally without support, divorced or widowed, often with several children. Very discriminatory criteria, including being head of household, were used to prevent women of any access to irrigated rice. Moreover, because of the supposed hardship related to the cultivation of rice and its constraints, women are marginalized out from the rice production and its profits.

Keywords: Niger, Sahel, gender, access to water, irrigation, rural women, marginalization, discrimination, women's right, land law